

NYELENI 2007

# Forum mondial sur la souveraineté alimentaire

**Le premier Forum mondial sur la souveraineté alimentaire nommé « Nyéléni 2007 » s'est tenu du 23 au 27 février au Mali. Plus de 500 participants provenant de 80 pays différents se sont retrouvés, afin d'assurer une meilleure compréhension du concept de la souveraineté alimentaire, de renforcer les alliances entre les différents groupes d'intérêts et surtout d'établir des stratégies et actions communes dans la lutte pour cette alternative politique qui est devenue aujourd'hui incontournable.**

En 1996, Via Campesina (organisation qui rassemble des syndicats et autres mouvements paysans de tous les continents) a lancé le concept de souveraineté alimentaire lors du sommet mondial de l'alimentation. Si ce thème a été jusqu'à maintenant débattu essentiellement dans les milieux agricoles, ce forum démontre que le débat s'étend aujourd'hui à d'autres secteurs. La diversité des organisateurs du forum confirme cette ouverture: Via Campesina, le ROPPA (organisations paysannes de l'Afrique de l'Ouest), les forums des pêcheurs, les Amis de la terre, Food & Water Watch (organisation de consommateurs) et la Marche mondiale des femmes.

## Chaos agricole

La situation de l'agriculture paysanne, et par conséquent de l'alimentation mondiale, atteint un tel chaos, que tous les acteurs concernés ont estimé indispensable de se réunir pour élaborer des stratégies communes. Malgré les contextes très différents d'un pays à l'autre, partout dans le monde, on retrouve l'incohérence des règles économiques qui prévalent à l'heure actuelle. Une économie gourmande en sacrifices humains, qui asservit les êtres, plutôt qu'un outil au service de l'homme contribuant au bien-être de tous.

Durant le forum, de nombreux agriculteurs, bergers et pêcheurs ont décrit leur lutte quotidienne. Pour les petits paysans l'accès aux ressources naturelles (la terre, l'eau, les semences) s'avère toujours plus difficile. En Argentine, les cultures de soja transgénique pour les agrocarburants ou l'alimentation du bétail des pays du Nord remplacent les cultures de maïs, de riz et autres productions alimentaires. De plus, dans ces monocultures, deux personnes pour mille hectares suffisent! Les paysans sont contraints à l'exode rural. Pas très loin de chez nous, en Turquie, l'eau est séquestrée par la multinationale bien connue Coca-cola. Résultat: l'eau devient une denrée toujours plus rare pour la population locale. Aux Philippines, les pêcheurs se voient interdire l'accès à leurs zones de pêches traditionnelles pour laisser la place à la pêche industrielle qui ruine des zones entières de toute vie aquatique. Au Mali, les riziculteurs se trouvent confrontés à la concurrence du riz importé de Thaïlande et du Vietnam; vendu trois fois moins cher que la production locale. Les exemples ne manquent pas. Aujourd'hui, plus de 850 millions de personnes souffrent chroniquement de la faim à des degrés

divers à travers le monde; les trois-quarts d'entre elles sont des paysans. L'objectif peu ambitieux de la FAO en 1996 était de réduire ce nombre de moitié d'ici 2015. Ce but ne sera largement pas atteint. Qui peut encore prétendre que l'économie mondiale est un modèle?

## La souveraineté alimentaire, un droit qui s'impose

Pour pouvoir lutter contre cet état de fait, il faut d'abord en comprendre les causes. Les participants au forum, répartis en différents groupes de travail sont parvenus aux mêmes conclusions.

nisateurs, implique une industrialisation de l'agriculture comme au Nord. La deuxième, appelée le droit coutumier, correspond à un équilibre local dans la répartition des terres, les différentes productions et le mode de production. Comme on peut l'imaginer, ce dernier est de moins en moins respecté. Actuellement, face à la marchandisation de la terre, aucun outil ne permet aux agriculteurs de revendiquer l'accès à des terres exploitées depuis des générations. Dans un tel contexte, la reconnaissance du droit à la souveraineté alimentaire est indispensable et urgente.

actions locales et la sensibilisation des populations sont incontournables pour faire changer les choses. En Afrique, 60 % de la population est analphabète. La plupart des agriculteurs ignorent les mécanismes de l'économie et ne savent pas pourquoi ils ont faim. Les actions locales permettent de leur faire comprendre la problématique et ainsi de les faire participer aux revendications. Sachant que plus de 80 % de la population de ce continent est rurale, comment ignorer le pouvoir qu'elle représente? Le forum était indispensable, tout comme d'autres rencontres futures, pour harmoniser les revendications et rester unis dans les objectifs. Alors, comme crié en cœur par 500 femmes et hommes des cinq continents à Nyéléni: l'heure de la souveraineté alimentaire est venue!

Valérie Thiébaud

## Et la Suisse dans tout ça ?

Il n'a pas toujours été facile d'expliquer la situation de l'agriculture en Suisse ou plus globalement en Europe aux participants des autres continents. Souvent notre pays est perçu comme un îlot épargné par les tempêtes économiques et sociales. Comment expliquer l'endettement toujours plus conséquent de nos exploitations agricoles qui foncent vers l'industrialisation pour récolter les miettes d'un salaire? Les agriculteurs qui bientôt figureront sur la liste des espèces en voie de disparition, cela peut paraître invraisemblable... Les attentes n'étant pas toujours les mêmes au Nord et au Sud, il a fallu rappeler que l'ouverture de nos frontières aux importations n'est pas la panacée pour les pays du Sud. La souveraineté alimentaire ne s'oppose pas aux échanges, à conditions qu'ils offrent un prix rémunérateur aux producteurs. La visite du Président malien durant le forum nous a interpellés; il ne s'est pas contenté d'encourager la démarche du forum, il a surtout expliqué comment le Mali, tout comme le Venezuela, le Sénégal et le Népal, est en train d'ancrer le concept de la souveraineté alimentaire dans sa Constitution. Il est bien dommage que la Suisse ne soit pas plus innovatrice et courageuse pour proposer, elle aussi, une politique agricole «intelligente» et durable. Heureusement, les projets d'agriculture contractuelle de proximité provenant de la base font surface et s'imposent peu à peu en Suisse romande. Ils sont les prémices d'échanges différents et le début d'une réflexion pour l'agriculture de demain qui concrétise la souveraineté alimentaire.



Séance d'un groupe de travail sous l'auditorium principal.

Au niveau international, la banque mondiale contraint de nombreux pays à développer des cultures d'exportation afin de rembourser leur dette extérieure. Ces cultures d'exportation se font au détriment des cultures vivrières. C'est tout un savoir-faire local de production de denrées alimentaires qui disparaît, en même temps que de nombreuses variétés de semences. L'OMC et ses nombreuses tentacules que sont les accords de libre-échange réduisent les activités humaines à de simples marchandises. Des biens vitaux comme la terre et l'eau sont bradés aux multinationales. Ces dernières, toujours plus puissantes et accompagnées des lobbies industriels influencent les politiques agricoles des pays en leur faveur. La volonté des Etats s'en trouve corrompue et diverge complètement des attentes des peuples. Dans beaucoup de pays d'Afrique, ce sont deux législations qui s'opposent. La première, imposée par les pays colo-

## Ensemble, comment lutter ?

Actuellement, Via Campesina est en train d'élaborer une convention internationale pour le droit des paysans. Dans le même ordre d'idée, les participants au forum, après de nombreux débats et échanges, en sont arrivés à l'idée que dans le combat pour la souveraineté alimentaire, les pressions collectives doivent se faire à trois échelons: international, national et local. Au niveau international, à long terme, un objectif à atteindre est de faire reconnaître le droit à la souveraineté alimentaire par l'ONU, tout comme les droits humains. Au niveau national, la pression doit se faire sur les politiques des Etats. Comme souligné par les participants agriculteurs, les politiques agricoles ou leurs réformes se font dans les hautes instances sans même daigner consulter les premiers concernés. Une politique participative est donc indispensable. Ensuite, des